

Paris, le 24 juin 2014

NOTE
A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Eléments sur l'opinion et la réforme

⇒ Selon un sondage BVA pour I-télé, les trois quarts des Français souhaitent aller plus loin dans la réforme, qu'il s'agisse du travail, des retraites ou des règles d'indemnisation du chômage.

Les Français, qu'ils soient de gauche (67%) ou de droite (84%), CSP+ (73%) ou CSP- (69%), sont des réformateurs.

⇒ La connotation du mot « réforme » est positive depuis longtemps : en 1995 déjà, une majorité de Français considérait que l'on n'allait pas assez loin dans les réformes. Il y a un an (CSA, juin 2013), 64% des Français pensaient encore que le rythme de réformes était trop lent. Depuis le début du mandat, presque tous les « principes » de réformes testés (retraites, prestations sociales, pacte de responsabilité, réforme territoriale, ...) sont majoritairement bien accueillis, y compris à gauche¹.

⇒ La réforme est souhaitée quand elle est synonyme d'action et de changement.

Les Français sentent bien que le pays n'a jamais été confronté à autant de crises : économique, sociale, d'identité. Dans ce contexte l'immobilisme, ou la « conservation », qui a pu parfois être une tentation, n'est plus une option. Le pays se sait déjà bloqué, sclérosé : rajouter du blocage au blocage, ce serait rajouter du danger au danger.

⇒ Mais si les Français savent la nécessité d'évoluer et de s'adapter à un monde qui change, ils donnent rarement quitus à « la réforme » proposée par le politique :

- d'abord car beaucoup doutent de la capacité du politique à agir. Les Français sont en demande de « preuves », que la complexité du système rend difficile à apporter.

¹ Y compris quelques résultats surprenants qui montrent la rapidité de l'évolution idéologique à gauche : 82% des Français jugent ainsi la réforme de l'indemnisation du chômage importante ou prioritaire ; et parmi les sympathisants de gauche une majorité (51%) souhaite radier automatiquement les chômeurs qui refusent plus de deux offres d'emploi, et 45% disent accepter de rendre les allocations dégressives à partir d'un an.

Conséquence de la crise de résultat, parmi les Français qui pensent que le gouvernement « *a la volonté de faire des réformes* » (une petite moitié - ce qui est un bon score) ; ils sont deux fois plus nombreux à penser « *qu'il n'y parviendra pas* », qu'à croire « *qu'il le veut et qu'il y parviendra* ». Même si l'arrivée de M. Valls a dopé la croyance en la capacité réformatrice du gouvernement (+8 points), celle-ci reste très minoritaire.

- ensuite car l'opinion ne croit plus à la capacité des politiques à proposer des réformes jugées utiles. Les réformes ont été nombreuses ces derniers décennies (5 réformes des retraites en vingt ans, 3 pour la formation professionnelle en 10 ans, ...) sans que le modèle économique et social en sorte renforcé.

Ces réformes successives ont même renvoyé le sentiment inverse : que les droits et les acquis étaient sans cesse détricotés ; que le modèle français - faute d'être réinventé - en sortait toujours plus affaibli. Là est principalement, dans les études, la source de la solidarité régulière envers les protestations catégorielles - cf. taux de compréhension proche de 60% des mouvements d'intermittents, de profs, etc. (à l'exception des cheminots, qui symbolisent désormais trop les privilèges).

- enfin car, dans un contexte de fragmentation sociale (i.e. le sentiment majoritaire de faire partie d'une classe moyenne étranglée entre des riches qui bénéficient d'exemptions et des assistés que l'on protège), les Français considèrent avoir, pour eux-mêmes, « déjà donné ».

Dès lors, 2/3 d'entre eux ne font plus confiance au gouvernement pour mener des réformes « justes » ; et les réformes n'ayant qu'un objectif comptable sont refusées, puisque chacun pense que des poches d'économies existent ailleurs.

⇒ Dans ce contexte, nous pourrions chercher à :

- lier systématiquement priorités immédiates et sens plus lointain : pour se déployer, les réformes doivent montrer leur cohérence temporelle. La transition énergétique, c'est à la fois agir sur la facture énergétique et préserver notre environnement demain. La réforme territoriale, c'est à la fois assurer de meilleurs services maintenant et préserver la cohésion des territoires dans la République de demain. La réforme ferroviaire, c'est à la fois améliorer l'offre maintenant et garantir demain que les Français puissent se déplacer...
- valoriser davantage quelques mesures symboliques, même sur des sujets qui ne répondent pas directement au cœur des préoccupations. Aucune réforme n'est spontanément citée lorsque les Français sont interrogés sur le bilan depuis 2 ans (sauf le mariage pour tous). Or les points d'accroche de mesures saluées par l'opinion, y compris à gauche, ne manquent pas (cf. pj).

Nous pourrions chercher à faire percer le mur de l'opinion à ces mesures : en prouvant que des résultats sont possibles, elles crédibiliseront l'ensemble de la démarche.

- faire de ces réformes les briques d'un discours global. Les réformes ne sont pas une fin en soi : elles sont un mouvement au service d'un objectif. Or cet objectif, insuffisamment expliqué, n'est pas perçu.

La réforme prend alors le risque de caler sur les intérêts catégoriels. Pour justifier de ne pas céder à ces intérêts, elle doit avoir visiblement pour but de les transcender, d'être au service d'un bien commun, de constituer la part équitable d'une contribution plus vaste demandée à chacun - y compris aux élus, qui doit montrer son exemplarité -, ou d'être une étape nécessaire d'un projet de reconstruction sociale. Or le discours actuel ne permet pas d'appuyer ces appels au dépassement.

Dès lors, la réforme perd de son sens. Les déficits, la dette, la compétitivité sont eux-mêmes de l'ordre du « comment » ; pas du « pourquoi » - ou du « vers quoi ». Même l'emploi, s'il rentre dans les deux catégories, semble trop fragile pour soutenir à lui seul un projet politique.

Parmi d'autres thème (la justice, l'égalité, l'émancipation, ...), l'identité pourrait être explorée dans ce cadre : la réforme doit nous permettre de redevenir ce que nous sommes, reconquérir ce que nous avons perdu, s'attaquer à l'essentiel - la réalisation de soi, le modèle social, la place de la politique.

De l'ensemble de ces projections à long terme pourra être déduit par l'opinion un sens et un projet ; qui justifiera en retour l'action réformatrice aujourd'hui.

Adrien ABECASSIS